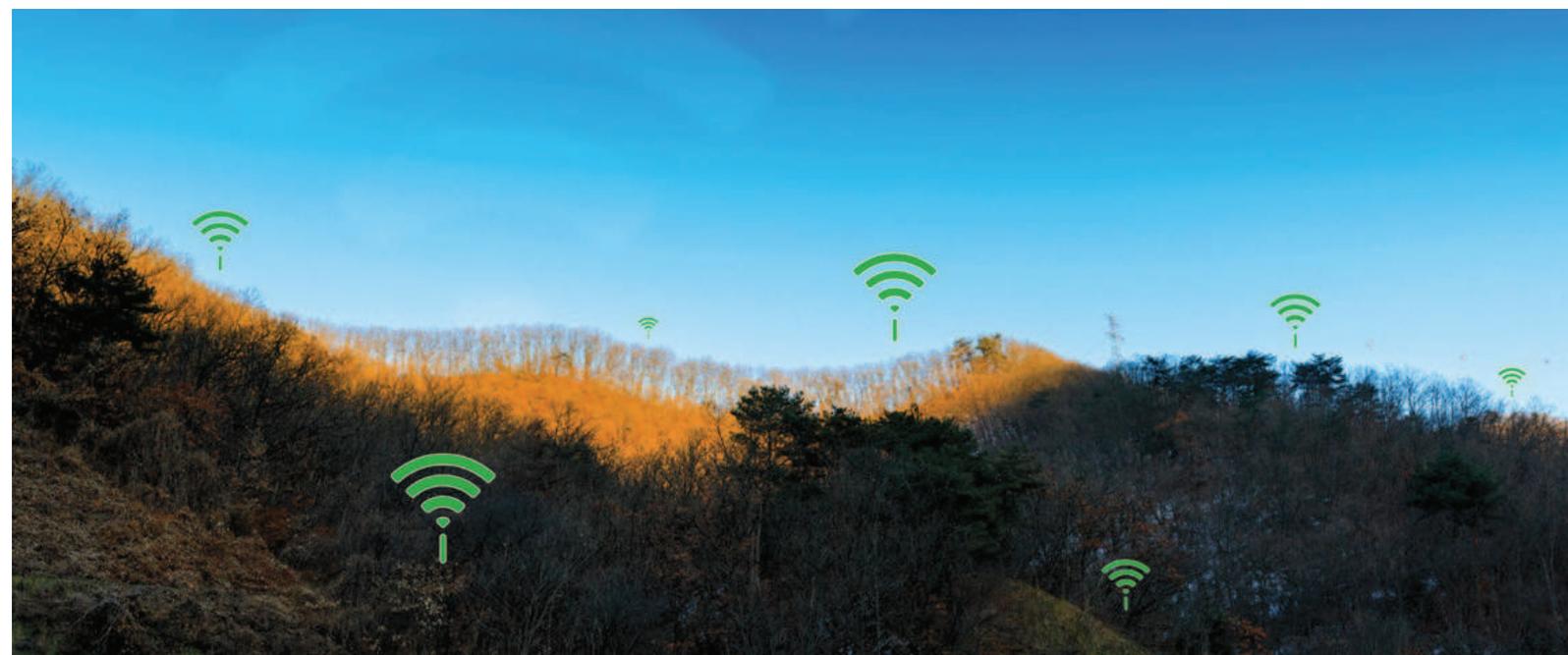


LE NUMÉRIQUE EN QUESTION

LA FIBRE OPTIQUE, ENJEU DE NOS TERRITOIRES



Le déploiement de la fibre optique influe sur la qualité de vie des habitants, le développement économique des entreprises et l'attractivité des territoires. L'Etat s'engage à l'appropriation du numérique par la population à travers son Plan France Très Haut Débit. Le réseau Li@in du SIEA répond déjà aux besoins des zones d'activités économiques et des zones rurales isolées.

Par Sarah N'tsia

Où en est le déploiement du réseau Li@in aujourd'hui? Quels sont les objectifs?

Walter Martin: Le SIEA œuvre pour que notre territoire bénéficie des mêmes services que ceux mis à disposition dans les métropoles. Aujourd'hui, nous comptons plus de 30 000 abonnés reliés à la fibre optique, dont 1 300 entreprises. Nous avons aujourd'hui 90 000 prises raccordables pour plus d'un tiers de taux de pénétration. Cela résulte de la stratégie choisie depuis le début du projet: les prises à créer doivent se situer sur

les zones les moins bien desservies par le débit ADSL classique. Actuellement, grâce à un accord avec le Département et les intercommunalités, 145 zones d'activités sont desservies par la fibre optique. A ce jour, 200 communes sont ouvertes ou partiellement sur les

“ A CE JOUR, 200 COMMUNES SONT OUVERTES OU PARTIELLEMENT SUR LES 393 COMMUNES QUI NOUS SONT CONFIEES. ”

Walter Martin, SIEA

393 communes qui nous sont confiées. Notre objectif est de disposer de 287 000 prises raccordables en 2021.

L'Etat a récemment fait part de son soutien au réseau Li@in dans le cadre du Plan France Très Haut Débit. Qu'est-ce que cela peut apporter?

Walter Martin: Nous avons présenté le dossier d'extension du projet Li@in au comité de concertation France Très Haut Débit qui a évalué notre projet et exprimé un avis favorable. L'enjeu

“ LE DÉPARTEMENT S’EST ENGAGÉ À RAISON DE TROIS MILLIONS D’EUROS PAR AN SUR LES DIX ANNÉES À VENIR POUR ACCOMPAGNER LE SIEA.

Christophe Fortin, Département

s'évalue à 77 millions d'euros de subvention pour notre projet. Nous avons franchi une première étape. Le comité de concertation a émis un certain nombre de recommandations qui conditionnent cette aide comme la création d'un comité de pilotage des co-financiers. Il devra inclure la Région, le Département, le SIEA et les intercommunalités. Nous devons aussi évaluer et comparer notre mode d'exploitation. Pour optimiser le déploiement, nous serons amenés à adapter nos méthodes pour démarcher les entreprises de travaux. La dernière recommandation concerne le suivi de notre endettement. Si nous respectons ces recommandations, notre dossier sera présenté par l'Agence du numérique à un comité d'engagement au niveau ministériel qui pourra valider le projet. Cet avis compte pour nous car il apporte du crédit à notre projet. C'est un label important.

Le conseil départemental compte aussi parmi les financeurs.

Que représente pour vous le déploiement du réseau Li@in ?

Christophe Fortin: Je pense que la dimension du numérique procède bien au-delà de l'égalité et de la fracture numérique qui est, à mon sens, totalement dépassée. Le numérique est un outil, une révolution de la société. D'ici les prochaines années, les grandes découvertes concerneront la robotique, l'intelligence artificielle, la connectivité, l'informatique quantique. Nous sommes à l'aube d'un monde nouveau. La connectivité qui passe par la fibre optique est essentielle pour construire le monde futur. Le Département a choisi d'accompagner le SIEA depuis 2007 quand le syndicat a démarré le fibrage du département en précurseur. En 2014, le conseil général a adopté le schéma territorial directeur d'aménagement numérique avec des objectifs fixés

à 2020. En 2016, nous avons participé à hauteur de 340 000 euros sur 15 zones dont 310 entreprises fibrées. Par ailleurs, le Département s'est récemment engagé à hauteur de 30 millions d'euros, à raison de trois millions d'euros par an sur les dix années à venir pour accompagner le SIEA. Le Département garantit les emprunts souscrits par le SIEA à hauteur de 50%, l'autre partie ayant été assurée par les EPCI.

Quel rôle joue l'Avicca dans le déploiement de la fibre optique par le SIEA ?

Patrick Chaize: L'Avicca est une association qui rassemble 250 collectivités de France, de toutes tailles, investies dans le très haut débit. Nous sommes l'association référente au niveau national pour participer à tous les comités de concertation comme celui du Plan France Très Haut Débit. La France est organisée autour de trois zones dans le monde du numérique. Sur les zones dites plus rentables comme Bourg-en-Bresse, Yonnax, Ambérieu, Saint-Laurent-sur-Saône, les opérateurs se sont portés volontaires pour financer l'intégralité du fibrage. Dans l'Ain, Orange a été le lauréat de l'appel à manifestation d'intention d'investissement. Au niveau national, Orange s'est engagé d'ici 2020, à réaliser la totalité de ces investissements sur 3400 communes. A l'heure actuelle, 700 communes sont directement concernées. Autrement dit, même en zones urbaines, la fibre n'est pas encore présente partout. Ailleurs sur le territoire national, puisque le numérique s'impose à nous, la collectivité apporte sa contribution en matière d'aménagement du territoire. C'est le cas du SIEA dans l'Ain. Il y a dix ans, je me rappelle qu'on traitait le département de l'Ain « d'illuminé farfelu ». Aujourd'hui, tous les départements se sont engagés sous des formes diffé-



1



2



1 Walter Martin, président du SIEA.

2 Michel Chanel, vice-président du SIEA.

3 Philippe Dubost, directeur du SIEA.

“ À CHAQUE FOIS QU’UN CHEF D’ENTREPRISE S’ADRESSE À NOUS, SA PREMIÈRE QUESTION CONCERNE LE FIBRAGE.

Bernard Grison, communauté de communes Dombes Val-de-Saône

rentes. Pour une grande partie, l'année 2017 est une année de concrétisation avec beaucoup de consultation auprès d'opérateurs. La dynamique est lancée. Je vais être provocateur, mais il n'y a pas besoin d'argent. Ces projets-là s'amortissent et se rentabilisent. Il y a simplement des premières années difficiles à passer comme pour tout projet industriel.

Sommes-nous sûrs que l'hertzien ne viendra pas menacer la fibre optique?



Patrick Chaize: A ce stade de la technologie, ce n'est pas possible. L'objectif est d'atteindre la société du gigabit en 2025. Nous vivons une évolution exponentielle. Un exemple est venu perturber l'année 2017 et il faut l'avoir en tête. Au mois de juillet, SFR a annoncé son intention de fibrer la France, préférant investir que louer. L'Avicca est là pour accompagner et rassurer les collectivités pour qu'elles atteignent leur objectif. C'est un sujet qui devrait se régler rapidement par un fait concret: une proposition de loi que j'ai déposée il y a 15 jours pour sécuriser et encourager les investissements dans les réseaux de communications électroniques à très haut débit. Je n'ai rien inventé. Il faut donner le pouvoir à la collectivité. En revanche, les délais doivent être contrôlés, sous peine de sanctions. La fibre optique est un projet d'aménagement du territoire comme on en n'a pas vu depuis des années, le dernier étant le réseau d'électricité.

Bernard Grison: Quand le département de l'Ain s'est lancé dans le fibrage, nous étions moqués. Aujourd'hui, nous prenons conscience que c'est une vraie nécessité.

Michel Chanel: Etre en panne d'Internet est aussi grave qu'être en panne d'électricité.

Patrick Chaize: C'est plus grave! C'est une façon de vivre. Etre connecté au reste du monde, c'est ça le sujet.

Vous l'avez tous dit, nous sommes dans une ère de révolution.

Bernard Grison: Soyons précis sur l'emploi des mots « révolution » et « évolution ». A mon sens, ce n'est pas une révolution car il n'y a pas de révolte. Le début du XXI^e siècle est marqué par une évolution intellectuelle. On n'a pas

inventé de nouveaux produits mais on les a améliorés et développés.

Christophe Fortin: Ce n'est pas encore la Bastille numérique!

Jean-Claude Rey: Est-ce que nous connaissons le positionnement de la France au niveau européen sur le fibrage?

Patrick Chaize: Aujourd'hui, nous sommes avant-derniers. Nous avons pris une décision tardive sur la fibre optique. Si tout le monde avait suivi le département de l'Ain, nous serions premiers. Le fait de choisir la montée en débit, pour répondre aux besoins du jour sans investir pour l'avenir, beaucoup d'autres pays l'ont fait aussi, plus tôt. Mais ils n'ont pas encore pris le virage de la fibre optique.

Jean-Claude Rey: Nous étions le premier département français en développement du très haut débit mais l'Oise est maintenant devant nous. Ce département compte 800 000 habitants et s'est fixé l'objectif d'un fibrage total en 2019.

Michel Chanel: Nous sommes toujours dans le peloton de tête au niveau national. La concurrence existe aussi sur les réseaux en fonction du nombre d'opérateurs commerciaux impliqués. Nous sommes bien fournis car il y a cinq opérateurs alternatifs.

Philippe Dubost: Aujourd'hui, la stratégie globale générale est de construire des prises sans se préoccuper de la commercialisation. L'Oise a construit plus de 120 000 prises, nous sommes à 87 000 prises construites avec peu d'évolution depuis quelques années. En revanche, nous avons un taux de pénétration important avec 30 000 abonnés contre 12 000 dans l'Oise.

4 Patrick Chaize, sénateur de l'Ain et président de l'Avicca.

5 Christian Bernigaud, maire-adjoint de la commune de Dommartin.

GRÂCE À LA FIBRE OPTIQUE, NOUS AVONS MIS EN PLACE DES OUTILS POUR LE TÉLÉTRAVAIL PAR LA PRÉSENCE DE NOTRE BUREAU À BEYNOST POUR NOS SALARIÉS LYONNAIS.

Vincent Garnier, Grosfillex

La fibre contribue à l'attractivité du territoire. Est-elle un argument pour attirer de nouvelles entreprises ?

Christophe Fortin: Elle permet aux entreprises d'exister. Il ne faut pas oublier que l'Ain est niché entre le bassin lyonnais et le bassin genevois.

Bernard Grison: Sur notre communauté de communes, nous disposons de 250 hectares en zones d'activités. A chaque fois qu'un chef d'entreprise s'adresse à nous, sa première question concerne le fibrage.

Jean-Claude Rey: Nous avons l'inconvénient et l'avantage d'avoir des usines à la campagne dans l'Ain, ce qui fait que nous sommes le premier département industriel de France. C'est un atout qui nous permet de mobiliser l'ensemble du département même si cela peut poser des difficultés pour le déploiement de la fibre.

Evoquons à présent l'application concrète de la fibre optique dans les territoires. Est-ce que l'implantation de Grosfillex serait possible sans cette technologie ? Qu'apporte-t-elle ?

Vincent Garnier: Le siège de Grosfillex est à Arbent et nous sommes présents dans le monde entier, entre le Brésil, les Etats-Unis et l'Europe. Il y a une dizaine d'années, le PDG Paul Valette s'est posé la question de la délocalisation. Il a souhaité repenser l'organisation de l'entreprise pour la sauver. L'enjeu était d'attirer des Lyonnais qui ne souhaitaient pas travailler à Oyonnax. Grâce à l'approche que nous avons eu avec le SIEA, notre politique est désormais gagnante. Il y a quatre ans, je me suis rendu au SIEA pour obtenir des renseignements sur les fournisseurs existants. Nous avons réalisé que nous devions améliorer notre interconnexion en très

haut débit. Paul Valette a accepté d'investir pour refondre les data centers du groupe. Il s'agissait d'une stratégie industrielle à long terme et actuellement nous reproduisons le même schéma aux Etats-Unis. Nous avons anticipé nos besoins même si ce n'était pas urgent sur le moment. Grâce à la fibre optique, nous avons mis en place des outils pour faciliter le télétravail par la présence de notre bureau à Beynost pour nos salariés Lyonnais.

Christophe Fortin: Même les entreprises familiales doivent muter. Elles le font. Grosfillex l'a fait. Le numérique et la fibre optique sont un aller sans retour.

Est-ce que la fibre est indispensable pour le développement de vos territoires ?

Jean-Paul Buellet: Je pense oui, pour les voies de communications notamment. Nous attendons que notre zone artisanale soit fibrée pour que les achats de terrain s'accélèrent. Régulièrement, les habitants me disent qu'ils prendront la fibre quand Orange sera là. Je suis fibré en passant par un petit distributeur, cela fonctionne très bien.

Christian Bernigaud: Je pense que nous devons faire des efforts de communication pour inciter la population à se tourner vers les opérateurs alternatifs, performants et compétents sur la fibre.

Walter Martin: Sur des zones où les abonnés sont déjà chez Orange avec un service satisfaisant pour eux, ils choisiront la fibre quand leur opérateur sera là. Il faut qu'ils trouvent une valeur ajoutée. Il est important que, au delà des opérateurs alternatifs, nous ayons deux opérateurs nationaux Orange et SFR à ce jour, voire Bouygues et Free pour booster la commercialisation.



6 **Jean-Paul Buellet,** conseiller municipal à Confrançon.

7 **Bernard Grison,** président de la communauté de communes Dombes Val-de-Saône.

8 **Jean-Claude Rey,** vice président de la CCI de l'Ain.

“ MON PÈRE OUVRIT L'ENCYCLOPÉDIE, J'UTILISE WIKIPÉDIA, MON FILS SE CONNECTE SUR YOUTUBE.

Thierry Tollon, CCI



Jean-Claude Rey: C'est peut-être le rôle des communes et communauté de communes de s'adresser aux consommateurs lambda pour leur faire savoir qu'il existe un panel d'opérateurs respectables et consciencieux.

Thierry Tollon: Certains n'ont pas l'impression de faire une révolution technologique en adaptant leur logiciel de caisse. Pourtant, la zone commerciale de Beynost a ressenti un besoin en fibre lié aux évolutions de la réglementation sur les outils de caisse. Dans le secteur du commerce, la fibre pouvait apparaître comme un gadget d'intérêt secondaire. Mais pour une même fonction, le besoin explose. L'évolution n'est pas massive mais le besoin évolue. Les commerçants répondent à une réglementation pour faire comme avant.

Comment la fibre participe-t-elle à l'évolution des usages au sein des collectivités?

Bernard Grison: Massieux est au bord de la métropole lyonnaise, ce qui entraîne vols et incivilités. Nous avons un réseau de vidéosurveillance et la fibre au sein du poste de police permet une réactivité.

Christian Bernigaud: Nous avons eu des difficultés à nous lancer car nous n'avions pas d'abonnement professionnel pour les communes. Ceux qui étaient proposés coûtaient relativement chers. Nous avons récemment souscrit chez K-Net et depuis quelques mois, nous avons un très bon débit et c'était nécessaire pour notre commune.

Peut-on imaginer un usage de la fibre pour les formations et MOOC?

Thierry Tollon: C'est déjà le cas. Mon père ouvrait l'Encyclopédie, j'utilise Wikipédia, mon fils se connecte sur Youtube.



Walter Martin: Le Département a signé avec Orange un projet sur les collèges numériques. Aujourd'hui, c'est le début mais le plan d'action est en place. Sur la cinquantaine de collèges publics présents sur le département, seulement 10% sont fibrés.

Est-ce qu'un projet de smart village serait envisageable sur le département?

Walter Martin: Si on considère le smart village comme une commune où les habitants sont correctement connectés, c'est ce que nous connaissons déjà. J'imagine qu'on peut apporter tout un tas d'applications, nous ne sommes pas tous obligés d'avoir les mêmes usages.

Bernard Grison: Nous sommes la seule communauté de communes de l'Ain à disposer du label Pays d'arts et d'histoire. Au sein de notre espace culturel, nous disposons de plusieurs équipements afin que la population ait accès à la culture sans être freiné par l'argent. Nous avons une cinquantaine d'ordinateurs à disposition des habitants dans notre médiathèque.

Patrick Chaize: Globalement, il y a une avance dans le département de l'Ain qui signifie que nous sommes les mieux placés pour faire du smart village à terme et tout penser autour du numérique. Communiquer avec la population via le numérique et mettre à disposition des maisons de service au public pour relier l'administration au numérique.

Christophe Fortin: Le danger repose sur les libertés individuelles. Nous devons être extrêmement prudents. Les élus doivent être vigilants sur la question de l'hyperconnectivité et des libertés individuelles.

9 Vincent Garnier, responsable des études techniques chez Grosfillex.

10 Thierry Tollon, responsable du pôle commerce à la CCI de l'Ain.

11 Christophe Fortin, conseiller départemental du canton d'Ambérieu.